

Journée d'études

JEUDI 22 MAI 2025

09h00

CAMPUS CONDORCET

Bâtiment Recherche Sud

Rez de chaussée - Salle 0.016

12 rue des Fillettes - 93 Aubervilliers – Métro 12 Front Populaire

Organisée par
Nasser REBAÏ et
Jean-François
VALETTE

**Mobilisations et stratégies d'acteurs dans
la production des territoires des
périphéries métropolitaines d'Amérique
latine**

**Movilización y estrategias de actores en la
producción de los territorios en las
periferias metropolitanas de América
Latina**



1A. Introduction (français)

Contexte

Les périphéries métropolitaines d'Amérique latine ont connu ces trois dernières décennies d'importantes transformations sous l'effet de l'urbanisation croissante et de la délocalisation, depuis les centres-villes, d'activités économiques, d'équipements majeurs et de projets immobiliers résidentiels (Chaléard, 2014 ; Azaïs, Pépin-Lehalleur, 2014), qui ont donné lieu à la mise sous pression de l'agriculture (Faliès et Mesclier, 2015), et provoqué le creusement des inégalités socio-spatiales (Ribardièrre et Valette, 2021 ; Rasse *et al.*, 2021 ; Salazar, 2020). Dans ce contexte, les périphéries des métropoles d'Amérique latine, ces périphéries ont été marquées par d'importantes mobilisations populaires ayant donné lieu à la multiplication de conflits autour de l'appropriation du sol (Azuela et Tomas, 1997 ; Iracheta et Medina, 2008 ; Lombard, 2015 ; Allain, 2020). Loin de constituer des espaces d'atonie politique (Melé, 2012) et de déstructuration des liens sociaux liée à la croissance urbaine et à la transformation des activités socio-économiques, ces périphéries s'affirment ainsi comme des lieux où se réinvente la notion de « collectif ». En effet, les enjeux territoriaux qui traversent les périphéries, qu'ils soient liés à l'agriculture, à l'eau, ou à l'habitat, constituent des leviers potentiels de luttes collectives (Gutiérrez Ramírez, 2016 ; Allain et Rebaï, 2021 ; Poupeau, 2021, Lamarche *et al.*, 2023) et, s'intéresser aux « groupes de producteurs », aux « comités de quartiers », comme aux « associations d'usagers », permet une lecture des initiatives politiques « par le bas » et de leurs implications territoriales.

La construction du lien entre social pour la défense de la terre et de l'environnement (Svampa, 2011), et pour le « droit à la ville » (Merklen, 2006 ; Quentin et Michel, 2018), mérite alors d'être étudiée afin d'interroger les modes de production des espaces métropolitains, depuis les périphéries, par le prisme de l'organisation collective. Cela doit permettre de décentrer l'analyse, mais, surtout, i) d'étudier comment les luttes sociales des habitants se structurent à partir de discours construits collectivement sur le besoin de produire le territoire, et ii) d'évaluer dans quelle mesure ces luttes permettent de remettre en cause les politiques néolibérales qui, depuis les années 1990, constituent la norme en Amérique latine (Janoschka *et al.*, 2014)

C'est précisément ce que la journée d'études entend questionner en privilégiant pour cela une approche transdisciplinaire. Dans un contexte de recul des activités agricoles, de financiarisation d'un foncier encore non-bâti, d'un accès au logement de plus en plus précarisé pour les plus modestes, une mise en concurrence pour l'accès au foncier et à la ville s'opère entre groupes d'habitants, acteurs économiques et acteurs institutionnels pour défendre des intérêts propres, mais aussi sécants. Interroger les contours du *colectivo*, de la *comunidad*, du *tequio* mexicain, de l'*asociacion barrial*, ou de la *comuna* à Quito ou Santiago, doit alors **éclairer sur les moyens d'action de collectifs et leur manière d'intégrer les enjeux relatifs à la production des espaces périphériques dans leurs discours politiques afin de s'ancrer dans les territoires**. Alors que l'approche néolibérale ne semble offrir qu'une lecture par l'individualisme pour appréhender les mutations socio-spatiales des aires métropolitaines, analyser l'articulation entre « collectifs » et « foncier »

visé à comprendre comment, depuis les périphéries, sont mises en œuvre des actions de « résistance territoriale » (Allain et Rebaï, 2021 et 2022), mais également des formes innovantes de pratiques agricoles et commerciales (Girard et Rebaï, 2020), de gestion des ressources (Poupeau *et al.*, 2018), et de production résidentielle (Valette, 2013).

Objectifs

L'objectif est de se concentrer sur les périphéries de métropoles latino-américaines dans leur diversité, toutes étant marquées ces dernières années, à des degrés divers, à la fois par la radicalité des politiques néo-libérales (Rasse *et al.*, 2019) et l'intensité des luttes territoriales menées par des « collectifs » – entendus ici comme tout groupe agissant de manière coordonnée pour défendre, gérer et valoriser une ressource ou un ensemble de ressources et ainsi territorialiser son action politique (Raimbert et Rebaï, 2017). Il s'agit de réfléchir sur les manières d'évaluer dans quelle mesure la production de discours autour de l'agriculture, de la défense de la terre, et du logement, contribue à la mise en œuvre d'actions coordonnées contribuant à l'ancrage territorial de populations historiquement placées en position subalterne. Également, l'idée est d'étudier les dynamiques foncières, sociales, économiques impulsées par les collectifs en tenant compte des différents facteurs qui donnent lieu à des modalités variables d'ancrage et de production des territoires métropolitains, depuis les périphéries. Les ancrages sont entendus ici comme des processus multidimensionnels et multiscalaires impliquant un rapport à la mobilité, mais avant tout une construction de pivots permettant des rapports socio-politiques entre les individus et entre les groupes sociaux, autour des enjeux liés au foncier (Valette, 2019).

Il est ainsi possible de questionner les évolutions des fonctions du sol (sociale, financière), les mutations de ses usages, les innovations juridiques, les concurrences, les résistances, les formes de régularisation d'accès à la terre, de même que les arrangements mis en place. Par ailleurs, il est aussi possible de s'interroger sur la redéfinition des relations entre les collectifs, l'État et les autres acteurs présents au sein des périphéries afin de tester l'hypothèse selon laquelle la structuration de collectifs contribue à freiner la mise en œuvre de projets fonciers d'inspiration néolibérale. Appréhender les collectifs obligera cependant à dépasser la lecture en termes d'agrégat de revendications au sein de laquelle l'égalité entre les membres ne serait pas sujette à questions. Comprendre les rapports de pouvoir internes aux groupes, comme leur insertion dans des rapports de force à d'autres échelles sera nécessaire.

L'analyse des histoires, des compositions, des actions et des insertions socio-spatiales des collectifs et de leurs revendications sur les questions territoriales permettra de mieux comprendre les effets du processus de métropolisation sur les tissus sociaux. Suivre les collectifs donnera un éclairage sur le renouvellement de population et les mécanismes de peuplement qui dessinent des trajectoires de construction politique (et de légitimation) hétérogènes des périphéries métropolitaines. L'enjeu sera donc de décrypter les hiérarchies des thématiques et des enjeux socio-spatiaux sur le foncier traités par ces collectifs et le rôle qu'ils peuvent jouer comme agents de transmission d'informations politiques (comme dans le cas des comités existants pour accéder au sol et au toit urbains qui deviennent des groupes d'apprentissage et de partage d'expérience citoyenne). Il sera également question d'appréhender les limites de ces organisations collectives et d'observer les conflits *inter-*

groupes et les conflits *intra*-groupes, les hiérarchies de fonctions et de statuts, les résistances et les liens avec les autres mouvements sociaux, éventuellement à d'autres échelles.

Problématique

Ainsi, le projet de cette journée d'étude s'articule autour de la problématique suivante : **dans quelle mesure la structuration de collectifs dans les périphéries des métropoles d'Amérique latine engendre-t-elle des dynamiques territoriales spécifiques, favorables à l'ancrage des habitants et à la concrétisation de leurs aspirations socio-politiques ?**

Afin d'y répondre, au moins 3 axes thématiques, non exhaustifs, ni restrictifs, peuvent être développés (mais toutes les ouvertures relatives au sujet sont possibles) :

- La **légitimité politique des groupes présents**, en tentant de travailler la définition générique du *collectif* latino-américain, au-delà du collectif « monolithique » et démocratique issu de la lecture indigéniste ou de l'injonction à la participation citoyenne ;
- Les **revendications autour de l'accès au logement et de l'habitat**, afin d'approcher une diversité d'ancrages périphériques : des processus traditionnels d'organisation pour l'accès au foncier et la régularisation dans les quartiers populaires auto-construits au NIMBY (*Not in my backyard* ou quand le *collectif* s'organise précisément autour du « chacun chez soi ») en passant par l'analyse des lieux où les *collectifs* « ne naissent pas », « n'existent pas », « ne prennent pas » – question qui fait particulièrement sens dans les lotissements construits par des promoteurs immobiliers financiarisés ;
- Les **revendications autour de l'agriculture et de l'alimentation** en contexte hyperconcurrentiel des usages du sol (et d'inadéquation de ces usages avec les normes officielles en vigueur), notamment pour comprendre les liens et conflits pouvant exister entre activités agricoles, revendication de préservation environnementale, et projets d'aménagement, mais aussi pour évaluer dans quelle mesure l'agriculture peut-être un facteur d'ancrage territorial de populations vulnérables et un moyen de légitimation et de reconnaissance politiques.

1B. Introducción (español)

Contexto

Las periferias metropolitanas de América Latina han sufrido importantes transformaciones en las últimas tres décadas como consecuencia de la creciente urbanización y de la deslocalización de actividades económicas, de grandes equipamientos y de proyectos inmobiliarios residenciales de los centros urbanos (Chaléard, 2014 ; Azais, Pépin-Lehalleur, 2014), lo que llevó a aumentar la presión sobre la agricultura (Faliès y Mesclier, 2015) y provocó un aumento de las desigualdades socioespaciales (Ribardièrre y Valette, 2021; Rasse *et al.* , 2021; Salazar, 2020). En este contexto, estas periferias se han visto marcadas por importantes movilizaciones populares, que han dado lugar a la proliferación de conflictos por la propiedad de la tierra (Azuela y Tomas, 1997; Iracheta y Medina, 2008; Lombard, 2015; Allain, 2020). Lejos de constituir espacios de atonía política (Melé, 2012) y de ruptura de los lazos sociales relacionados con el crecimiento urbano y la transformación de las actividades socioeconómicas, estas periferias emergen como lugares de reinención de la noción de "colectivo". En efecto, las cuestiones territoriales que atraviesan las periferias, ya estén relacionadas con la agricultura, el agua o la vivienda, constituyen palancas potenciales de luchas colectivas (Gutiérrez Ramírez, 2016; Allain y Rebaï, 2021; Poupeau, 2021, Lamarche *et al.*, 2023), e interesarse a las agrupaciones de productores", a los "comités de barrio" u a las "asociaciones de usuarios" permite leer las iniciativas políticas "desde abajo", y sus implicaciones territoriales.

Por eso, la construcción del vínculo social para la defensa de la tierra y el medio ambiente (Svampa, 2011), y para el "derecho a la ciudad" (Merklen, 2006; Quentin y Michel, 2018), merece ser estudiada para cuestionar los modos de producción de los espacios metropolitanos, desde las periferias, a través del prisma de la organización colectiva. Esto debe permitir descentralizar el análisis, pero sobre todo (i) estudiar cómo las luchas sociales de los habitantes se estructuran a partir de discursos contruidos colectivamente sobre la necesidad de producir el territorio, y (ii) evaluar en qué medida estas luchas permiten contestar las políticas neoliberales que han sido la norma en América Latina desde la década de 1990 (Janoschka *et al.*, 2014).

Esto es precisamente lo que pretende abordar la jornada de estudio, adoptando un enfoque interdisciplinar. En un contexto de declive de las actividades agrícolas, de financiarización del suelo no urbanizable y de creciente precariedad en el acceso a la vivienda para las clases populares, se produce una competencia por el acceso al suelo y a la ciudad entre grupos de residentes, actores económicos y actores institucionales para defender sus propios intereses, que también son seculares. Examinar los contornos del *colectivo*, de la *comunidad*, del *tequio* mexicano, de la *asociación barrial*, o de la *comuna* en Quito o Santiago, debería entonces enfatizar **los medios de acción de los colectivos y la manera en que integran en su discurso político las cuestiones relativas a la producción de los espacios periféricos, para implantarse en los territorios**. Mientras que el enfoque neoliberal parece ofrecer solo una interpretación individualista de los cambios socioespaciales que tienen lugar en las áreas metropolitanas, un análisis de la relación entre "colectivos" y "tierra" pretende facilitar comprender cómo, desde las periferias, se están implementando acciones de "resistencia territorial" (Allain y Rebaï, 2021 y 2022), así como formas innovadoras de prácticas agrícolas

y comerciales (Girard y Rebaï, 2020), de gestión de recursos (Poupeau *et al*, 2018), y de producción residencial (Valette, 2013).

Objetivos

El objetivo es centrarse en las periferias de las metrópolis latinoamericanas con todas sus diversidades, marcadas en los últimos años, en mayor o menor medida, tanto por la radicalidad de las políticas neoliberales (Rasse *et al.*, 2019) como por la intensidad de las luchas territoriales protagonizadas por “colectivos” – entendidos aquí como cualquier grupo que actúa de manera coordinada para defender, gestionar y valorizar un recurso o conjunto de recursos y territorializa así su acción política (Raimbert y Rebaï, 2017). Se trata de medir como la producción de discursos en torno a la agricultura, la defensa de la tierra y la vivienda contribuye a la puesta en marcha de acciones coordinadas que contribuyen al anclaje territorial de poblaciones históricamente situadas en una posición subalterna. Se trata también de estudiar las dinámicas territoriales, sociales y económicas impulsadas por los colectivos, teniendo en cuenta los diversos factores que dan lugar a formas variables de anclaje y producción de territorios metropolitanos desde las periferias. El anclaje se entiende aquí como un proceso multidimensional y multiescalar que implica una relación con la movilidad, pero sobre todo una construcción de ejes que permiten relaciones sociopolíticas entre individuos y entre grupos sociales, en torno a cuestiones relacionadas con la tierra (Valette, 2019).

Esto permite examinar los cambios en las funciones de la tierra (sociales, financieras), los cambios en sus usos, las innovaciones jurídicas, la competencia, la resistencia, las formas de regularización del acceso a la tierra y los dispositivos puestos en marcha. También es posible examinar la redefinición de las relaciones entre los colectivos, el Estado y otros actores de la periferia, con el fin de poner a prueba la hipótesis de que la estructuración de los colectivos contribuye a frenar la aplicación de los proyectos neoliberales sobre la tierra. Sin embargo, para comprender a los colectivos es necesario ir más allá de una interpretación en términos de agregación de reivindicaciones en la que la igualdad entre los miembros no sea cuestionable. Será necesario comprender las relaciones de poder dentro de los colectivos, y cómo encajan en las relaciones de poder a otros niveles.

Analizar las historias, composiciones, acciones e inserción socioespacial de los colectivos y sus reivindicaciones territoriales permitirá comprender mejor los efectos del proceso de metropolización en el tejido social. Seguir a los colectivos arrojará luz sobre los mecanismos de renovación y asentamiento de la población que están configurando trayectorias heterogéneas de construcción (y legitimación) política en las periferias metropolitanas. El reto consistirá, por tanto, en analizar las jerarquías de los temas socioespaciales y las cuestiones relativas al suelo que tratan estos colectivos, así como el papel que pueden desempeñar como agentes de transmisión de información política (como en el caso de los comités de acceso al suelo urbano, que se convierten en grupos de aprendizaje e intercambio de experiencias ciudadanas). También se estudiarán los límites de estas organizaciones colectivas y se observarán los conflictos *intergrupales* e *intragrupales*, las jerarquías de funciones y estatus, la resistencia y los vínculos con otros movimientos sociales, posiblemente a otras escalas.

Así pues, el proyecto de esta jornada gira en torno a la siguiente pregunta: **¿en qué medida la estructuración de colectivos en las periferias de las metrópolis latinoamericanas genera dinámicas territoriales específicas que favorecen el anclaje de los residentes y la realización de sus aspiraciones sociopolíticas?**

Para responder a esta pregunta, se pueden desarrollar al menos 3 ejes temáticos, que no son ni exhaustivos ni restrictivos (pero todas las aperturas relativas al tema son posibles):

- La **legitimidad política de los grupos presentes**, intentando trabajar sobre la definición genérica del *colectivo* latinoamericano, más allá del colectivo "monolítico" y democrático resultante de la lectura indigenista o del mandato de participación ciudadana;
- Las **demandas relativas al acceso a la vivienda y al hábitat**, para comprender una diversidad de puntos de anclaje periféricos: desde los procesos tradicionales de organización para el acceso a la tierra y la regularización en barrios populares autoconstruidos hasta el NIMBY (*Not in my backyard* , o cuando el *colectivo* se organiza precisamente en torno a "cada uno en su casa"), pasando por el análisis de los lugares donde *los colectivos* "no surgen", "no existen", "no arraigan" -cuestión que cobra especial sentido en los conjuntos habitacionales construidos por promotores inmobiliarios financiarizados;
- Las **demandas relacionadas con la agricultura y la alimentación** en un contexto de uso hipercompetitivo del suelo (y el desajuste entre estos usos y la normativa vigente), en particular para comprender los vínculos y conflictos que pueden existir entre las actividades agrícolas, las demandas de preservación del medio ambiente y los proyectos de desarrollo, pero también para evaluar en qué medida la agricultura puede ser un factor de anclaje de las poblaciones vulnerables en la zona y un medio de legitimación y reconocimiento político.

Bibliografía / références bibliographiques

- Allain M., 2020, « Chili, la crise sociale est aussi environnementale », *Noria Research*. URL : <https://noria-research.com/chili-la-crise-sociale/>
- Allain M., Rebaï N., (2022), « Résistances territoriales dans les campagnes des Suds », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 285 – vol. 2 « Identités, ressources et blocages ». DOI : 10.4000/com.13595
- Allain M., Rebaï N., (2021), « Résistances territoriales dans les campagnes des Suds », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 284, – vol. 1 « Processus historiques et mises en œuvre ». DOI : 10.4000/com.13113
- Azuela, A. et Tomas, F. (dir.) (1997). *Acceso de los pobres al suelo urbano*, Mexico : UNAM, 321 p.
- Iracheta, A. et Medina, S. (2008). *Irregularidad y suelo urbano : ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno ?* El Colegio Mexiquense, 581 p.
- Lombard, M. (2015). « Land conflict in peri-urban areas : Exploring the effects of land reform on informal settlements in Mexico », *Urban Studies*, vol. 53, n° 13, p. 2700-2720.
- Azais C., Pépin-Lehalleur M. (dir.) (2014). *Modes de gouvernance dans quatre métropoles latino-américaines (Buenos Aires, Caracas, Mexico et São Paulo) : entre logiques institutionnelles et acteurs*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2014, 330 p.
- Chaléard J.-L. (dir.) (2014). *Métropoles au Sud. Le défi des périphéries ?*, Paris : Karthala, 444 p.
- Colin J.-P., Lavigne Deville P., Léonard, É., (2022). *Le foncier rural dans pays du Sud. Enjeux et clés d'analyse*, Marseille : IRD Éditions/Quæ, 1002 p.
- Faliès C., Mesclier É. (2015). « Dossier : Agriculture des métropoles : voie d'avenir ou cache-misère ? », *Problèmes d'Amérique latine*, 99, DOI : 10.3917/pal.099.0005
- Girard M., Rebaï N. (2020). « Circuits courts de commercialisation et transition territoriale dans les Andes. Une réflexion depuis le Pérou et l'Équateur », *Cybergeo – European Journal of Geography*, doc. 930. DOI : 10.4000/cybergeo.33986
- Janoschka M., Sequera J., Salinas L., (2014). « Gentrification in Spain and Latin America. A critical dialogue », *International Journal of Urban and Regional Research*, 38 (4), 1234-1265. DOI : 10.1111/1468-2427.12030
- Merklen D. (2006). *Inscription territoriale et action collective : les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine* [thèse de doctorat, 2001], Lille, ANRT, p. 171-256.
- Poupeau F., Razafilahela L., Robert J., Mercier D., Massardier G., Jacobi P. R. (dir.) (2018). *Water conflicts and hydrocracy in the Americas. Coalitions, networks, policies*. São Paulo : Universidade de São Paulo, 444 p.
- Quentin A., Michel A. (2018). « Dossier : Le droit à la ville et la question urbaine en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, 110 (3). DOI : 10.3917/pal.110.0005
- Rasse A., Sabatini F., Sarella-Robles M., Gomez-Maturano R., Cáceres-Quiero G., Trebilcock M. P. (2019). « Metodologías de identificación de zonas en gentrificación. Santiago de Chile y Ciudad de México », *Bitácora Urbano Territorial*, 29(1), 53-63. DOI : 10.15446/bitacora.v29n1.70035
- Rasse A., Sarella Robles M., Sabatini F., Trebilcock M.P. (2021). "Segregaciones: habitar la periferia popular en Santiago, Concepción y Talca". *Bitácora Urbano Territorial*, 31 (1) : 223-235. DOI : 10.15446/bitacora.v31n1.86855

- Raimbert, C., Rebaï, N. (2017), « Collectifs et développement durable des territoires ruraux en Amérique latine. Une réflexion depuis le Brésil et l'Équateur », *EchoGéo*, 42. DOI : 10.4000/echogeo.15131
- Ribardiere A., Valette J.-F. (2021). "Lectura de las desigualdades en la zona metropolitana del valle de México a partir de los precios inmobiliarios", *Territorios*, 44, 1-28. DOI: 10.12804/revistas.urosario.edu.co/territorios/a.8153
- Salazar C. (2020). "Mercado de tierra ejidal en la periferia urbana: transformación institucional en un contexto de inequidad social" in Torres Mazuera G., Appendini K. (2020). *La regulación imposible: (i) legalidad e (i) legitimidad en los mercados de tierra en México al inicio del siglo XXI*, El Colegio de México, México, CEDUA, pp. 241-282.
- Svampa M. (2011). « Néo-développementisme extractiviste, gouvernements et mouvement sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, 81, 103-127. DOI: 10.3917/pal.081.0101
- Valette J.-F., (2013). « Le rôle des organisations sociales dans la régularisation des quartiers illégaux de la périphérie de Mexico ». *Autrepart*, 66 (3), 43-60. DOI: 10.3917/autr.066.0043
- Valette, J. (2019). Mobilités et ancrages résidentiels dans les colonies populaires de Mexico : une dimension de la maturation des périphéries. *Annales de géographie*, 725, 64-99. <https://doi.org/10.3917/ag.725.0064>

2. Participant·e·s / Participantes

Nom / Apellido	Prénom / Nombre	Institution / Institución	Contact / Contacto	Intervention / Participación
FUSTER FARFAN	Xenia	Universidad de Concepción. Chile	xenia.fuster@gmail.com	Présentation
GOIRAND	Camille	Université Sorbonne Nouvelle – UMR CREDA. France	camille.goirand@sorbonne-nouvelle.fr	Présentation
MERMOUD PLAZA	Diego	A'Urba – UMR 7533 LADYSS. France	diego.mermoud@gmail.com	Hybride
PERRAUDIN	Anna	CNRS UMR 7324 CITERES. France	anna.perraudin@univ-tours.fr	Présentation
REBAÏ	Nasser	Université Sorbonne Paris Nord – PLEIADE. France	nasser.rebai@univ-paris13.fr	Présentation
SABATINI DOWNEY	Francisco	Universidad del Bío Bío - Universidad Católica de Chile. Chile	05.francisco@gmail.com	Présentation
TREBILCOK GAC	María Paz	Universidad de O'Higgins. Chile	maria.trebilcock@uoh.cl	Présentation
VALETTE	Jean-François	Université Paris 8 – UMR 7533 LADYSS. France	jean-francois.valette02@univ-paris8.fr	Présentation

3. Programme provisoire / Programa provisional

Horaire	Nom	Prénom	Institution	Contact	Présentation
09h00	<i>Accueil</i>				
09h30	MERMOUD PLAZA	Diego	A'Urba – UMR 7533 LADYSS	diego.mermoud@gmail.com	Les comités de Défense de la Révolution CDR, une institution singulière de la ville cubaine (<i>en hybride</i>)
10h15	FUSTER FARFAN	Xenia	Universidad de Concepción	xenia.fuster@gmail.com	Habiter et résister dans périphérie d'une ville néolibérale : les coopératives d'habitation à Santiago du Chili
11h00	GOIRAND	Camille	Université Sorbonne Nouvelle – UMR 7227 CREDA	camille.goirand@sorbonne- nouvelle.fr	Voter Bolsonaro et être évangélique dans la périphérie pauvre de Rio de Janeiro : entre religion vécue et droitisation
11h45	TREBILCOK GAC	María Paz	Universidad de O'Higgins	maria.trebilcock@uoh.cl	Du colon politique au colon néolibéral : déconstruire l'ethos des nouveaux habitants des périphéries informelles
12h30	<i>Pause déjeuner</i>				
14h00	PERRAUDIN	Anna	CNRS UMR 7324 CITERES	anna.perraudin@univ- tours.fr	Au-delà de la « communauté » : formes imbriquées du collectif, territoires disputés et accès au logement institutionnel chez les populations indiennes à Mexico
14h45	SABATINI DOWNEY	Francisco	Universidad del Bío Bío - Universidad Católica de Chile	05.francisco@gmail.com	Acteurs et stratégies populaires d'accès à la terre dans le cadre des processus de gentrification des périphéries populaires ; nouveau tournant du capital immobilier dans les villes latino-américaines
15h30	REBAÏ	Nasser	Université Sorbonne Paris Nord – PLEIADE	nasser.rebai@univ-paris13.fr	Quand la résistance paysanne est faible. Changements sociaux, marché foncier et urbanisation dans la périphérie rurale de Quito
16h15	VALETTE	Jean- François	Université Paris 8 – UMR 7533 LADYSS	jean- francois.valette02@univ- paris8.fr	L'union fait-elle vraiment encore la force ? Hétérogénéité des rôles des collectifs dans les processus de régularisation et d'accès aux services urbains dans les périphéries populaires de Mexico
17h00	<i>Discussion et pot</i>				

Horario	Apellido	Nombre	Institución	Contacto	Presentación
09h00	<i>Bienvenida</i>				
09h30	MERMOUD PLAZA	Diego	A'Urba – UMR 7533 LADYSS	diego.mermoud@gmail.com	Los Comités de Defensa de la Revolución (CDR), una institución singular de la ciudad cubana (en híbrido)
10h15	FUSTER FARFAN	Xenia	Universidad de Concepción	xenia.fuster@gmail.com	Vivir y resistir en la periferia de una ciudad neoliberal: las cooperativas de vivienda en Santiago de Chile
11h00	GOIRAND	Camille	Université Sorbonne Nouvelle – UMR 7227 CREDA	camille.goirand@sorbonne-nouvelle.fr	Votar em Bolsonaro e ser evangélico nos subúrbios pobres do Rio de Janeiro: entre a religião e o extremismo de direita
11h45	TREBILCOK GAC	María Paz	Universidad de O'Higgins	maria.trebilcock@uoh.cl	Del poblador político al poblador neoliberal: deconstruyendo el ethos de los nuevos pobladores de las periferias informales
12h30	<i>Almuerzo</i>				
14h00	PERRAUDIN	Anna	CNRS UMR 7324 CITERES	anna.perraudin@univ-tours.fr	Más allá de la «comunidad»: formas entrelazadas de colectivo, territorios disputados y acceso a la vivienda institucional entre las poblaciones indígenas de la Ciudad de México
14h45	SABATINI DOWNEY	Francisco	Universidad del Bío Bío - Universidad Católica de Chile	05.francisco@gmail.com	Actores y estrategias populares de acceso al suelo bajo procesos de gentrificación de las periferias populares; nueva vuelta de tuerca del capital inmobiliario en las ciudades latinoamericanas
15h30	REBAÏ	Nasser	Université Sorbonne Paris Nord – PLEIADE	nasser.rebai@univ-paris13.fr	Cuando la resistencia campesina es débil. Cambios sociales, mercado de la tierra y urbanización en la periferia rural de Quito
16h15	VALETTE	Jean-François	Université Paris 8 – UMR 7533 LADYSS	jean-francois.valette02@univ-paris8.fr	¿La unión sigue siendo realmente la fuerza? Heterogeneidad del rol de los colectivos en los procesos de regularización y acceso a los servicios urbanos en las periferias populares de la Zona metropolitana de la Ciudad de México
17h00	<i>Discusión</i>				

5. Informations pratiques / Información práctica

Dates / Fechas

Jeudi 22 mai 2025

Jueves 22 de mayo de 2025

Horaires / horarios

09h00 -> 18h00

Lieu / Ubicación

Salle 0.016

Bâtiment Recherche Sud (Rez-de-chaussée)

Campus Condorcet

12, rue des Fillettes

93300 AUBERVILLIERS

Métro 12 Front Populaire

Modalités – Langues / Modalidades – Idiomas

Présentiel intégral / Presencial

(Connexion exceptionnelle individuelle en hybride pour 1 intervention à distance)

(Conexión excepcional individual en híbrido para 1 intervención a distancia)

Présentations en espagnol / portugais / français

Ponencias en español / portugués / francés

Déjeuner / Almuerzo

Pris en charge pour les personnes présentant leurs travaux

CROUS – Condorcet – Bâtiment Recherche Nord, Campus Condorcet - Aubervilliers

Contacts / Contactos

nasser.rebai@univ-paris13.fr

Jean-francois.valette02@univ-paris8.fr

7. Sommaire / Tabla de contenidos

Table des matières

1A. Introduction (français)	2
Contexte	2
Objectifs	3
Problématique	4
1B. Introducción (español)	5
Contexto	5
Objetivos	6
Problemática	7
Bibliografía / références bibliographiques	8
2. Participant·e·s / Participantes	10
3. Programme provisoire / Programa provisional	11
5. Informations pratiques / Información práctica	13
7. Sommaire / Tabla de contenidos	14